Le député d'York-Ouest a parlé des difficultés qu'ont éprouvées les municipalités et que nous connaissons bien; mais il faut évidemment que la mesure à l'étude tienne compte des relations qui existent actuellement et elle tend à accorder de l'assistance à un groupe de personnes qui d'après les relations actuelles ont besoin d'aide.

Inévitablement, dans une mesure de ce genre, une fois établies les dispositions d'ordre général s'appliquant à toutes les personnes qui ont droit à l'assistance, la désignation nécessaire des personnes qui n'y ont pas droit, parce qu'elles entrent dans les exceptions, crée une certaine complexité apparente. Cependant, une fois les explications fournies, la chose ne présente pas trop de difficultés. Beaucoup des questions qu'on a posées au ministre viennent de ce que nous traitons actuellement un sujet plutôt complexe; mais, à mon avis, la mesure a été rédigée d'une façon raisonnablement claire. Ce n'est peut-être pas définitif, mais je crois qu'il faut féliciter le Gouvernement d'avoir soumis cette mesure législative à ce moment-ci, faisant ainsi un effort audacieux en vue de résoudre un sérieux problème.

Mme Fairclough: Je voudrais poser encore une question au sujet de l'article 8 a) (i).

M. le président suppléant: On a proposé un amendement à un des paragraphes. Cet amendement est-il adopté?

L'hon. M. Pickersgill: Avant que l'amendement soit adopté, je désire mettre sous forme déclarative une question que je désire poser à l'honorable représentant d'York-Ouest. A Terre-Neuve, l'assistance-chômage n'est pas assurée par les municipalités. Jusqu'ici, elle a été entièrement à la charge du gouvernement provincial. Il va sans dire que cette mesure apportera une participation notable du gouvernement fédéral. Je ne vois pas pourquoi une province riche comme l'Ontario ne serait pas en mesure d'accomplir ce que nous faisons dans une province comme Terre-Neuve dont les sources de revenu sont loin d'égaliser les siennes.

M. Hamilton (York-Ouest): Comme le ministre a prononcé un discours au lieu de poser une question, je ne crois plus avoir rien à dire.

Mme Fairclough: Le ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration ne peut l'affirmer sérieusement, puisque l'Ontario n'est même pas partie à ces accords!

L'hon. M. Pickersgill: Terre-Neuve en assume tout le montant depuis des années.

[M. Carrick.]

Mme Fairclough: Terre-Neuve est partie aux accords, tandis que l'Ontario ne l'est pas. Le ministre ne sait apparemment pas ce qu'il dit. Je lui demanderai si l'article 8 a) (i) de l'accord a trait aux députés?

L'hon. M. Martin: Je crois que non.

Mme Fairclough: J'ai une question grave à poser, maintenant. L'article 15 de l'accord est ainsi conçu:

15. Sur réception d'une demande de remboursement préparée conformément à la présente convention, le Canada paiera cinquante (50) pour cent de la réclamation totale.

Le mot "totale" ne me semble guère viser le cas d'une demande qui serait présentée aux termes de l'article 6 de la convention. Il y est dit qu'un état mensuel doit être transmis au gouvernement fédéral. Cet état indiquerait le nombre de personnes secourues et le montant total qui a été versé à ces personnes. Les articles subséquents de la convention énoncent les déductions qui doivent être faites selon la formule. Il me semble que l'article 15 devrait prévoir le versement de la moitié du montant obtenu, quelle que soit enfin la désignation qu'on lui donne; mais la réclamation totale serait certainement le montant total dépensé par la province, avant qu'elle eût commencé à faire les déductions énoncées dans la convention. A mes yeux, le mot "totale" signifie une somme globale. Je ne crois pas qu'il désigne le montant que doit payer le gouvernement fédéral.

L'hon. M. Martin: C'est le montant total réclamé par la province. Quoi qu'il en soit, c'est ce que dit la convention.

Mme Fairclough: J'imagine qu'en vertu des règlements on rédigera des formules précises pour indiquer les déductions et les autres statistiques nécessaires et, enfin, le montant net, qu'on appellera la réclamation totale. Ai-je raison de penser qu'on le désignera ainsi dans les formules qu'on mettra à la disposition des provinces pour établir leur rapport?

L'hon. M. Martin: En effet.

Mme Fairclough: Ce n'est certes pas clair pour moi.

(L'amendement est adopté.)

M. Hamilton (York-Ouest): Le ministre a-t-il une formule qui indiquerait le pourcentage qui sera requis pour l'administration? Le Gouvernement a-t-il arrêté un chiffre qui, à son avis, pourrait être dépensé à cet égard ou qui, aux termes de la présente loi, devra être dépensé par la municipalité ou la province?